

[Traduction]

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au président du comité de la radiodiffusion s'il pourrait songer à demander à M^{lle} LaMarsh de se présenter au comité pour justifier ou établir les accusations qu'elle a faites en public, afin que le comité puisse régler la question pour le plus grand bien des citoyens canadiens et de Radio-Canada sur qui plane maintenant des soupçons? Le président du comité pourrait-il songer à faire une enquête?

M. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, je confierai volontiers la question au sous-comité de l'ordre du jour pour qu'il en discute, et fasse ensuite rapport à la Chambre.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il s'il a demandé, par lettre ou autrement, à M^{lle} LaMarsh d'expliquer les déclarations qu'elle a faites sauf les faits qu'elle a appris en occupant un poste privilégié?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas écrit de lettre personnelle à M^{lle} LaMarsh, mais j'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises, à la radio et à la télévision, que nous enquêterions sur toutes les accusations suffisamment précises.

Je suppose qu'avec l'intérêt considérable qu'a montré cet auteur pour Radio-Canada, en y consacrant un très long chapitre, elle doit pousser cet intérêt jusqu'à regarder parfois les nouvelles à la télévision ou les écouter à la radio. Elle sait certainement que nous sommes impatients de lire toute accusation précise qu'elle n'aurait pas publiée, mais qu'elle aurait en sa possession. Nous ferons enquête dès qu'elle nous aura précisé ces accusations.

[Traduction]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, vu les déclarations faites en fin de semaine par le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet des séparatistes au sein de la C.B.C. et de Radio-Canada en rapport avec les déclarations de M^{lle} LaMarsh, le ministre fait-il enquête sur cette affaire?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député sait qu'il ne doit pas faire allusion aux déclarations faites à l'extérieur de la Chambre—j'allais dire, par les simples députés, mais je ne le ferai pas—par des députés autres que les ministres du cabinet.

[L'hon. M. Pelletier.]

M. Orlikow: Permettez-moi de reprendre ma question. Le secrétaire d'État est-il disposé à demander au président du comité permanent d'inviter M^{lle} LaMarsh à communiquer au comité les renseignements qu'elle possède sur le séparatisme à Radio-Canada?

[Français]

M. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): J'ai déjà dit, monsieur l'Orateur, que je considérerais les comités permanents de la Chambre comme des organismes assez sérieux et assez responsables pour déterminer eux-mêmes le cours de leurs actions quand le Parlement leur confie une mission.

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE RAPPORT WATKINS—LA DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. L'autre jour j'ai déjà posé une question similaire au premier ministre suppléant, mais depuis lors on m'a fait remarquer que cette question relevait peut-être partiellement du ministre de la Consommation et des Corporations. Je demande donc si le ministre a préparé ou prépare présentement des modifications à la loi sur les sociétés ou à d'autres lois, en ce qui a trait à la propriété canadienne de l'industrie, en vue de protéger l'indépendance économique du Canada?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le discours du trône annonçait que j'apporterais des modifications à la loi modifiant la loi sur les corporations canadiennes. Dans la suite, j'ai précisé que je comptais apporter des modifications ayant trait à la question des renseignements à divulguer par les sociétés. Ces modifications sont en ce moment en cours de rédaction et doivent être approuvées. Entre-temps, nous avons été saisis de plusieurs rapports excellents, certains émanant de la province d'Ontario, qui nous ont été très utiles. Citons notamment l'excellent rapport du comité mixte de la Chambre et du Sénat sur les prix et son commentaire sur les renseignements à divulguer par les sociétés. Nous avons également le rapport Watkins selon lequel le Canada devrait faire l'impossible pour que plus de renseignements relatifs aux sociétés soient rendus publics.